



## *Comité National CGT des Privés d'Emploi et Précaires*

Montreuil, le 11 septembre 2014

### **Lettre ouverte à Monsieur Rebsamen, Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue social**

Monsieur le Ministre,

C'est avec indignation que nous avons entendu sur I-Télé vos déclarations sur les demandeurs d'emploi qui ne rechercheraient pas de travail et qu'il faudrait sanctionner en les radiant.

Comment pouvez-vous penser que 6 millions de demandeurs d'emploi puissent se contenter de vivre avec les miettes que leur offre généreusement pôle emploi quand ils sont indemnisés ce qui n'est pas le cas pour 6 privés d'emploi sur 10.

Comment pouvez-vous penser que ces millions de familles arrivent à vivre avec une moyenne de 800 euros par mois, à nourrir leur famille, à payer leur loyers, leurs charges, à construire un avenir ?

Non, Monsieur le Ministre, ces millions de travailleurs privés d'emploi ne souhaitent qu'une chose, c'est de pouvoir vivre décemment de leur emploi et de leur salaire, pas avec des indemnités chômage ou la solidarité nationale.

Mais pour cela Monsieur le Ministre, il faudrait que de l'emploi il y en ait, d'après vos propos 350 000 emplois ne seraient pas pourvus. Mais que sont ces emplois ? CDI, CDD de 2heures par jour, CDD d'un jour par semaine, contrat d'intérim... Faut-il être diplômé, avoir de l'expérience ? Rien à ce sujet, mais par contre pourquoi ne pas parler des seuls 190 000 emplois que propose nationalement pôle emploi, pour près de 6 millions de demandeurs. Vous voyez bien Monsieur le Ministre, ce n'est pas les privés d'emploi qui ne veulent pas travailler, c'est qu'il n'y a pas d'emploi à leur donner.

- Il n'y a pas d'emplois à leur donner parce que votre gouvernement, malgré les promesses d'inverser la courbe du chômage, ne met rien en place pour favoriser l'emploi.
- Pas de plan de financement du développement industriel et de l'emploi.
- Pas de droits nouveaux d'intervention pour les salariés sur les choix de gestion des entreprises.
- Pas de droit suspensif pour les CE sur les plans de suppressions d'emplois.
- Pas de plan de maintien et de développement des services publics.
- Pas de mise en place de la sécurité sociale professionnelle.
- Pas de création d'emplois stables et durables.
- Pas d'augmentation du SMIC, des salaires, des pensions, des indemnités chômage, pas de reconnaissance des qualifications.

Il n'y a pas d'emplois à leur donner parce que votre gouvernement préfère attribuer des millions d'euros aux entreprises sans aucune contrepartie, ni contrôles et qui ne servent absolument pas à favoriser l'emploi mais à augmenter de plus de 30% en un an les revenus des patrons du CAC 40.

Parce que dans le cadre du pacte de responsabilité votre gouvernement va encore faire cadeau aux entreprises de 41 milliards d'euros et qu'il va faire 51 milliards d'économie principalement sur la santé.

**OUI**, Monsieur le Ministre du travail, vous avez choisi votre camp, celui des patrons et de la finance.

**OUI**, Monsieur le Ministre du travail, pour faire passer la pilule, il vous faut trouver des coupables et tant qu'à faire, il faut qu'ils soient nombreux : **Les chômeurs par exemple !**

C'est bien connu, ils sont les responsables de tous les maux de la terre : de la crise, du chômage, ils ne paient pas leurs impôts (ah non ! ce n'est pas eux), ils ne paient pas leur loyer ( ah non ! ce n'est pas eux), ils cumulent les emplois rémunérés (ah non ! ce n'est pas eux), ils possèdent plusieurs résidences de luxe (ah non ! ce n'est pas eux) ils placent leur argent dans les paradis fiscaux (ah non ce n'est pas eux), ils ne paient pas leurs frais dentaires (ah non ! ils n'ont pas de dents).

- Il y en a marre, Monsieur le Ministre, de toujours s'en prendre aux plus démunis, aux chômeurs, aux précaires, de les stigmatiser, de les faire passer pour les responsables de cette crise dont ils n'ont pas voulu et dont vous êtes, vous et votre gouvernement, les principaux fautifs.
- Sortez de votre bureau, Monsieur le ministre, venez à la rencontre de ceux qui toutes les fins de mois se demandent comment ils vont remplir le frigo, comment ils vont nourrir leur famille, payer leur loyer, leurs factures.
- Il y en a marre, Monsieur le Ministre, de vivre dans la galère et nous avons décidé de ne plus nous laisser faire, de lutter et d'appeler à lutter pour un avenir meilleur, pour une autre répartition des richesses, pour une société plus juste.

**C'est pourquoi le Comité National des privés d'emploi et précaires CGT appelle tous les demandeurs d'emploi, les précaires, les sans droits à s'organiser, à rejoindre la CGT, à participer massivement à la journée d'action du 16 octobre 2014 à Paris et dans les territoires à l'appel de la CGT contre la politique sociale et économique de votre gouvernement. A se regrouper derrière le véhicule des privés d'emploi qui sera présent sur la manifestation parisienne et partout dans les départements où des initiatives auront lieu.**

**Il appelle aussi à participer le plus nombreux possible le 6 décembre prochain à la manifestation nationale contre le chômage et la précarité qui aura lieu à Paris - place Stalingrad, à l'appel des organisations de chômeurs : AC, APEIS, CGT CHOMEURS et MNCP,**

Monsieur le Ministre du travail, vous et votre gouvernement êtes les principaux responsables de la situation désastreuse dans laquelle se trouve le pays, nous vous demandons de revoir votre copie et de mener une véritable politique de gauche.

Recevez, Monsieur le Ministre, mes salutations syndicales.

*Jean François KIEFER*  
Secrétaire Général CNPE